

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Soixante et onzième session du Comité permanent
Colombo (Sri Lanka), 22 mai 2019

Questions spécifiques aux espèces

ÉTABLISSEMENTS PEUT-ETRE PREOCCUPANTS
QUI MAINTIENNENT DES GRANDS FELINS D'ASIE (FELIDAE SPP.) EN CAPTIVITE

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. Le paragraphe 1 g) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP17), *Conservation et commerce des tigres et des autres espèces de grands félins d'Asie de l'Annexe I*, PRIE INSTAMMENT

les Parties et les non-Parties sur les territoires desquelles des tigres et d'autres grands félins d'Asie sont élevés en captivité, de veiller à ce que des pratiques de gestion et des contrôles adéquats soient en place pour prévenir l'entrée dans le commerce illégal de parties et de produits provenant de ces installations;

3. À sa 14^e session (CoP14, La Haye, 2007), la Conférence a adopté la décision 14.69, *Grands félins d'Asie*, qui reste en vigueur, comme suit:

À l'adresse des Parties, en particulier des États de l'aire de répartition des grands félins d'Asie de l'Annexe I

14.69 *Les Parties ayant des établissements d'élevage intensif de tigres à échelle commerciale prennent des mesures pour limiter la population en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres dans la nature; les tigres ne devraient pas être élevés pour leurs parties et produits.*

4. À sa 17^e session (CoP17, Johannesburg, 2016), la Conférence des Parties a adopté un certain nombre de décisions sur les grands félins d'Asie (Felidae spp.), incluant les suivantes:

À l'adresse des Parties

17.224 *Toutes les Parties identifiées dans la décision 17.229 comme faisant l'objet de préoccupations sont invitées à accueillir une mission du Secrétariat pour la visite des établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité.*

À l'adresse des Parties ayant des établissements d'élevage en captivité de grands félins d'Asie

17.226 *Toutes les Parties sur le territoire desquelles sont présents des établissements d'élevage en captivité de grands félins d'Asie sont priées:*

- a) *d'examiner les pratiques de gestion et les mesures de contrôle en place au plan national pour ces établissements, afin de veiller à ce que ces pratiques de gestion et mesures de contrôle permettent d'empêcher que des spécimens de grands félins d'Asie provenant de ces établissements ou transitant par ces établissements n'entrent dans le commerce illégal;*
- b) *de veiller à la stricte application de toutes les pratiques de gestion et mesures de contrôle mises en œuvre pour réglementer les activités des établissements détenant en captivité des*

grands félins d'Asie, y compris concernant l'utilisation des spécimens de grands félins d'Asie morts en captivité; et

- c) de faire rapport au Secrétariat sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette décision.

À l'adresse du Comité permanent

17.227 Le Comité permanent examine le rapport et les recommandations du Secrétariat concernant la mise en œuvre des décisions 17.226, 17.228, 17.229 et 17.230 et détermine si d'autres mesures limitées dans le temps et spécifiques à certains pays sont nécessaires pour assurer l'application de ces décisions.

À l'adresse du Secrétariat

17.229 Sous réserve des fonds externes disponibles, le Secrétariat:

- a) dirige une étude sur le nombre d'établissements d'élevage de grands félins d'Asie en captivité se trouvant sur le territoire des Parties, ainsi que sur le nombre de grands félins d'Asie détenus dans ces établissements;
- b) en liaison avec l'ICWC et d'autres partenaires, s'il y a lieu, examine le commerce légal et illégal de grands félins d'Asie provenant de ces établissements ou transitant par ces établissements, pour identifier ceux qui pourraient susciter des préoccupations; et
- c) se rend en mission auprès des Parties présentant sur leur territoire des établissements suscitant des préoccupations afin de mieux comprendre le fonctionnement et les activités de ces derniers.

17.231 Le Secrétariat fait rapport au Comité permanent sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions 17.226, 17.228 et 17.230, et, sur la base de ce rapport, formule des recommandations pour examen par le Comité permanent.

5. Lors de la 70^e session du Comité permanent (SC70, Sochi, octobre 2018), le Secrétariat a rendu compte de l'application de ces décisions dans le document SC70 Doc. 51. Les réponses reçues à la notification aux Parties n° 2018/002 concernant l'application de la décision 17.226 figurent à l'annexe 1 du document. Une réponse de la Chine a été reçue le 13 décembre 2018, et figure en annexe au présent document dans la langue dans laquelle elle a été soumise. En examinant les réponses, le Comité permanent a encouragé les Parties sur le territoire desquelles se trouvent des établissements maintenant des grands félins d'Asie en captivité à être vigilantes dans leur application des paragraphes a) et b) de la décision 17.226.
6. En ce qui concerne l'application de la décision 17.229, le Secrétariat a indiqué dans le même document qu'il avait commandité un examen portant sur le nombre d'établissements maintenant des grands félins d'Asie en captivité sur le territoire des Parties ainsi que le nombre de grands félins d'Asie maintenus, et a fourni un rapport récapitulatif des résultats. Les estimations étaient les suivantes:

	Nombre d'établissements maintenant l'espèce en captivité	Nombre de spécimens maintenus dans ces établissements	Nombre de Parties dans lesquelles les établissements se trouvent
Tigre <i>Panthera tigris</i>	1038	12 574	68
Panthère <i>Panthera pardus</i>	369	1208	59
Panthère des neiges <i>Uncia uncia</i>	179	438	33
Panthère nébuleuse <i>Neofelis nebulosa</i>	93	315	29
Lion d'Asie <i>Panthera Leo persica</i>	71	383	23

7. En ce qui concerne la mise en œuvre du paragraphe 1 g) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP17) et de la décision 14.69, le Secrétariat a en outre indiqué qu'il avait identifié le nombre et l'emplacement des établissements peut-être préoccupants qui maintiennent en captivité des espèces de grands félins d'Asie, comme suit:

Espèce	Partie	Nombre d'établissements
Tigre <i>Panthera tigris</i>	Chine	36
	République tchèque	2
	République démocratique populaire lao	6
	Thaïlande	10
	Afrique du Sud	1
	États-Unis d'Amérique	6
	Viet Nam	5
	Total	66
Panthère <i>Panthera pardus</i>	Total	0
Panthère des neiges <i>Uncia uncia</i>	Total	0
Panthère nébuleuse <i>Neofelis nebulosa</i>	Total	0
Lion d'Asie <i>Panthera Leo persica</i>	Total	0

8. Le Comité permanent a pris note du rapport et a demandé au Secrétariat de prendre en compte les préoccupations exprimées lors de la séance plénière à propos de l'application de la décision 17.229.

Progrès accomplis depuis la 70^e session du Comité permanent

9. À la 70^e session du Comité permanent, le Secrétariat a indiqué qu'il prévoyait d'entreprendre les missions auprès des Parties touchées, mentionnées dans la décision 17.229 c), pour formuler des recommandations conformément à la décision 17.231 pour examen par le Comité à la présente session. Malheureusement, le Secrétariat n'a pas pu préparer les recommandations en temps voulu pour la présente session. Le Secrétariat fera à la présente session un compte-rendu oral sur les progrès réalisés.
10. Anticipant qu'il pourrait y avoir un certain retard dans l'achèvement de ce travail, le Secrétariat a proposé à la Conférence des Parties dans le document CoP18 Doc. 71.1, *Grands félins d'Asie (Felidae spp.)*, que ce travail se poursuive.
11. Comme indiqué par le Secrétariat dans le document SC71 Doc. 10.1 en ce qui concerne l'application de la procédure prévue à l'Article XIII en République démocratique populaire lao, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a décidé qu'aucun nouvel établissement élevant à des fins commerciales des espèces inscrites à l'Annexe I ne devrait être établi dans le pays. Elle a en outre décidé que les élevages de tigres existants devraient être convertis en safaris ou en zoos à des fins de conservation, touristiques ou scientifiques uniquement. La République démocratique populaire lao procède actuellement à un audit complet des établissements détenant des tigres. Un premier audit a porté sur un établissement maintenant 32 individus et les autres établissements seront analysés dans les prochains mois.

Recommandation:

12. Le Comité permanent est invité à prendre note du présent document et du compte-rendu oral fourni par le Secrétariat à la présente session.

A report on the management of Asian big cat captive facilities in China pursuant to Secretariat Notification 2018/002 from China CITES Management Authority

There are four kinds of captive facilities that keep Asian big cats in China: city zoos, wildlife parks, commercial farms (mainly for tigers), and rescuing and rehabilitation institutions. The native species of Asian big cats kept in captivity include tiger, leopard, snow leopard and clouded leopard, all of them are listed as State first class protected species and receive highest level of protection in China.

Legislation and administrative regulations are in place to regulate the management of those facilities and the trade in those big cats, their products and derivatives originated from them. The most important legislation is China's Wildlife Protection Law (WPL) which was enacted in 1988 and the revised version became effective as of 1 January 2017. According to its provisions, any facility that keeps Asian big cats is required to obtain a captive breeding license. The founder stock should come from captive bred individuals. The facility is required to maintain a complete record on pedigree, breeding and disposal of the animals. And transaction in the big cats and their products must be approved by the national wildlife authorities and accompanied with official wildlife product marks to ensure traceability.

The Wildlife Protection Law is supported by a number of administrative regulations (bylaws) that govern specific facets in regard to Asian big cats captive facilities and trade. A regulation on the management of wildlife rescuing and rehabilitation institutions was enacted in 1 January 2018 (SFGA 2017/47). It rules that the species, number and disposal of wildlife admitted into wildlife rescuing and rehabilitation centers must be recorded and reported to the forestry departments in the same jurisdiction on an annual basis. Furthermore, the disposal of State protected wildlife species died in rescuing and rehabilitation institutions and their products will be decided upon by provincial or national forestry departments in compliance of the provisions of the WPL. Those institutions or individual who engage in the trade of wildlife and their products under the disguise of rescuing and rehabilitation will be punished in accordance with the provision of the WPL.

Trade in tiger products has been under extremely strict control to curb illegal trade. In addition to the relevant provisions in the Wildlife Protection Law, the State Council of the Government of China stepped up control of use of tiger bone by issuing an executive decree that imposed on a categorically ban on the use of tiger bones in traditional Chinese medicine in 1993.

In 2003, an innovative marking system has been adopted by the State Forestry Administration (SFA, the national wildlife authorities in China and its name is changed to National Forestry and Grassland Administration, NFGA) that demand that all the legal wildlife and their products that are allowed to enter trade must be accompanied by an official wildlife product mark to approve its legality. Wildlife products manufactured from State protected wildlife species and products can only be processed at designated factories. The mark replaces the previous requirements for transport permits and sale permit and is regarded a valuable management tool to reduce administrative burden and facilitate legal trade in wildlife products, and enhances effectiveness and efficacy in fighting illegal wildlife trade.

There is a specific regulation on the administration of domestication and breeding licenses for State protected wildlife species (Executive decree of SFA 2015/37). This was first enacted in 1991 and was amended in 2011 and 2015 respectively. According to this regulation, any entity or individual must obtain a Domestication and Breeding License (DBL) to engage in the farming and breeding of state protected wildlife species in captivity. The sale and utilization of the State protected species and their products must be approved by the National Forestry and Grassland Administration or its designated

representative. It is prohibited for a DBL holder to sell captive bred State protected wildlife species or their products without prior approval. A DBL might be revoked if the holder engages in farming State protected species out of the scope of the DBL, or illegally sell or use captive bred wildlife or products bred from its operation.

Another notice issued by the SFA in 2009 (SFA 2009/298) to strengthen protection of wild tigers and control of illegal trafficking of tiger products. It requires that tiger bones, skins or other products derived from tigers died naturally in captivity must be registered and put under proper custody. In case it is not feasible to put them under secure custody, those tiger products might be destroyed under the in-situ supervision of provincial forestry department to prevent them from entering illegal trade. In addition, as a measure to fight illegal trade of tiger and leopard products, SFA has set up a hotline (010-62888606, savewildlife@caf.ac.cn) to collect information on illegal trafficking of tiger products.

In a notice issued by the SFA in 2007, the trade of skins from tiger and leopards and their products is allowed under strict scrutiny. Only those skins, that are pre-WPL (1988) or from legal captive or other legal sources can be registered as products from legal sources and processed and sold at designated venues after attachment of national wildlife product marks. Any skin or products not marked are not allowed to be sold or displayed in public. It came into effect after January 1, 2008.

A regulation from the State Food and Drug administration (2006/118) rules that since January 1, 2006, only the outstanding stockpile of leopard bones held by pharmaceutical factories and verified by the national forestry authorities can be used for medicinal purposes.

The Chinese government further announced on 12 November 2018 that “three strict bans” would be applied to the conservation of tigers, i.e., the import and export of tigers and their products will be strictly banned; the sale, purchase, transport, carrying and mailing of tigers and their products will be strictly banned; and the use of tiger bones in medicine will be strictly banned.

An adaptive approach underpins the management of captive facilities and trade in Asian big cat products in China. The implementation of those legislation and regulations are regularly reviewed and assessed to detect any problems so as to design prompt remedial measures. Public comments are compulsory before the development and implementation of any executive regulations. This legal framework proves effective in combating illegal trade in big cats and their products generated from the captive facilities so far.